Insécurité rurale et problème de gouvernance à Madagascar

Madagascar Matin - Pr Henri Rasamoelina - 11/10/12

S'étant aggravé depuis un peu plus de cinq ans dans plusieurs localités de Madagascar, le problème de l'insécurité rurale a défrayé la chronique voilà déjà des mois avec la mort d'éléments des forces de l'ordre dans le sud, l'ouest et tout récemment encore le centre de la Grande Ile. Et l'on peut craindre que, malgré les efforts du pouvoir de Transition à régler la situation surtout dans le sud, les faits se poursuivront avec la situation préélectorale que l'on va vivre encore dans les mois qui viennent. Et à en juger ce qui s'est passé au moins depuis la colonisation, si la pluie n'arrive pas à temps, les feux de brousse et la sécheresse viendront s'y ajouter pour aggraver encore l'atmosphère.

La question qui se pose est de savoir pourquoi les pouvoirs qui se sont succédé dans le pays ne sont-ils pas arrivés, malgré l'utilisation des répressions militaire et judiciaire, à arrêter véritablement le phénomène. On parle même de faiblesse voire de connivence de la part de certains responsables, alors qu'en réalité on peut affirmer que la difficulté semble surtout venir du fait que l'on n'a pas véritablement cherché les causes et origines profondes de telles pratiques. L'on s'est limité à des explications immédiates non dénuées de jugements de valeur, de sentiments ou d'engagements politiques. Il est peut-être temps de le faire pour ne pas y faire face après plusieurs décennies encore.

Ce que l'on peut dire, en effet, c'est que les vols de zébus accompagnant les brigandages sont réapparus d'une façon cyclique au cours de l'histoire de Madagascar voilà deux siècles déjà. L'étude des contextes montre qu'au-delà des éventuelles motivations individuelles, ceux-ci réapparaissent lorsque les paysans ou les éleveurs se sont trouvés d'une façon ou d'une autre dans des situations de crise intenable provoquées par l'Etat ou le fanjakana. Et des profiteurs de tous acabits apparaissent pour aggraver la situation à travers la corruption et autres trafics illégaux concernant les zébus. Mais le contexte fondamental reste cependant le malaise politico-social.

Quant aux protagonistes, ce sont des jeunes issus de familles qui n'arrivent pas à supporter ou comprendre la situation à cause de leur position sociale. Le passé lointain leur fournit les solutions. Les razzias et les vols de bœufs ne constituent pas des faits nouveaux culturellement. Les chefs de bande deviennent des individus puissants et respectés et même des fois des héros de mythes et de chansons populaires, comme en leur temps les fameux titres « Manana andro zalahy iny » (que ce gars-là a de la chance) devenu un tube jusque sur les antennes de la radio nationale, « Roahy fa hariva » (poussons les bœufs car il se fait tard), etc. ; sans parler du « Rainivoanjo », bandit mythique urbain des années 60. L'on a dit tout récemment que la fameuse Tokanono, la devineresse du chef de bande actuel le plus recherché Remenabila, aurait eu entre ses mains les chansons que les voleurs de bœufs ou malaso du sud chantent lors de leurs attaques.

Les répressions judiciaire et militaire ont toujours été appliquées avec les erreurs et excès possibles et imaginables, avons-nous dit, par les pouvoirs successifs à Madagascar. Les voleurs appréhendés ou considérés comme tels sont soit tués sur place soit traduits en justice ; mais cela n'a pas arrêté le phénomène. Ce qui pose la question de l'efficacité et de la légitimité de l'Etat dans le pays et nous oblige à revenir à la notion de pouvoir, fanjakana, pour les paysans et les Malgaches attachés à la tradition. L'acceptation de l'Etat est liée en effet à Madagascar à la recherche de la paix sociale au cours de l'histoire. Il y a eu une sorte de contrat entre les communautés paysannes et les tenants du pouvoir central qui, tout à la fois les protègent et les organisent à travers le dialogue appelé « Teny ierana ». Et au-delà de celui-ci, même symboliquement à travers les élus et autres représentants de la population, on tombe dans le

désordre, l'incompréhension, et donc au retour aux brigandages et à la pratique du vol de bœufs pour certains.

Il faudrait donc, d'après nous, prendre en considération ce que la population peut admettre comme légitime (ara-drariny) et supportable (zaka), en plus de ce qui est légal (ara-dalàna) ou qui ne l'est pas et donc réfléchir profondément sur le régime politique véritablement adapté au pays. C'est seulement ainsi que l'on pourra appréhender la question fondamentale de savoir quand les gouvernés se reconnaissent-ils à travers les dirigeants et à quels moments les citoyens ou une partie d'entre eux passent-ils à différentes formes de résistance. Cela sans minimiser les contradictions internes aux communautés elles-mêmes qui s'aggravent, comme actuellement, quand la relation gouvernants-gouvernés est en crise. Un autre sujet est bien sûr de savoir comment peuvent évoluer les différentes formes de contestation du citoyen face au pouvoir dans le pays.

Pr Henri Rasamoelina (Université de Fianarantsoa)

Source : <http://matin-mada.com/?p=864>